

Unité départementale du Loiret
3 rue du Carbone
45200 Orléans

Orléans, le 01/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FEUX DE LOIRE

L'Ousson
Route de Jargeau
45510 TIGY

Références : GB n°209 / 2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement FEUX DE LOIRE, implanté lieu-dit L'Ousson, Route de Jargeau, 45510 TIGY. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FEUX DE LOIRE
- L'Ousson, Route de Jargeau, 45510 TIGY
- Code AIOT dans GUN : 0010006927
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement FEUX DE LOIRE à TIGY exerce des activités de stockage d'artifices de divertissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La gestion des stocks (nature, suivi, état des stocks) ;
- Les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Etat des stocks des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.2.1
Analyse risque foudre	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.5.1
Vérification foudre	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.5.4
Entretiens moyen intervention	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.6.2
Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.6.3
Enceinte pyrotechnique	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.2.2
Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.2.3
Clôture	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.2
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.4
Risque inondation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.6
Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.4.2
Interdiction de feux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.4.4
Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.4.6
Permis feu	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.4.7.1
Quantité autorisée	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.1
Exploitation des installations pyrotechniques	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.2
Dépôts de stockage	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.1
Dépôt D1	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.1.1
Dépôts D2 à D5	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.1.2
Dépôt D6	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.1.3
Local de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux enjeux identifiés lors de la visite du 22 mars 2022, sont les risques liés à la mise à la terre des installations et à l'installation électrique du gerbeur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des stocks des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des produits dangereux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. L'exploitant tient à jour en permanence un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. <u>Inventaire des produits pyrotechniques :</u> Pour les dépôts de produits explosifs, l'exploitant tient à jour en permanence un état des stocks, par dépôt de stockage, mentionnant les quantités (en quantité de matière active et en équivalent TNT), les divisions de risques et les groupes de compatibilité des produits explosifs effectivement présents dans les locaux. L'état des stocks doit pouvoir être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le local concerné. [...]
Constats : Non conforme. Absence de la mention de la quantité de matière explosive en équivalent TNT dans l'état des stocks.
Observations : Transmission le 17 mars 2022 d'un état des stocks général du site et d'un détail des stocks arrêté au 15 mars 2022. L'état des stocks indique, par dépôt de stockage, les quantités de matières stockées (matière active) et les divisions de risques. Le détail des stocks détaille, par référence, le lieu de stockage, la division de risque avec le groupe de compatibilité et la quantité de matière active.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Pour les produits explosifs, les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation relative au marquage et à l'identification des produits explosifs.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Les emballages des produits explosifs comportent le nom des produits, les symboles de dangers et l'identification des produits explosifs. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les modalités de rangement des cartons. En effet, il convient de placer l'étiquette du produit (désignation et division de risque) de telle sorte que le carton ne soit pas manipulé afin d'en vérifier les données.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes à l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Il distingue 3 types de zones :

- les zones à risque permanent ou fréquent ;
- les zones à risque occasionnel ;
- les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :

- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :

- zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Zones de dangers pyrotechniques :

En particulier, l'exploitant détermine les zones de dangers pyrotechniques Zi définies à l'article 11 de l'arrêté modifié du 20 avril 2007 susvisé et rappelées ci-dessous :

DÉSIGNATION DE LA ZONE	Z1	Z2	Z3	Z4	Z5
Conséquences sur l'homme	Extrêmement graves (blessures mortelles dans plus de 50 % des cas)	Très graves	Graves	Significatives	Effets indirects par bris de vitre

DÉSIGNATION DE LA ZONE	Z1	Z2	Z3	Z4	Z5
Dégâts prévisibles aux biens	Extrêmement graves	Importants et effets dominos	Graves	Légers	Destructions significatives de vitres

L'exploitant dispose d'un plan à jour sur lequel les limites des zones d'effets pyrotechniques sont reportées. Le calcul de ces zones d'effets est justifié.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitant a indiqué lors de la visite que les plans des zones z1 à z5 transmis lors de la modification du site en 2015 diffèrent légèrement de la configuration actuelle (modification de la voie d'accès entre le stockage D6 et l'aire de livraison). L'emplacement des bâtiments n'a pas été modifié.
L'exploitant transmettra les nouveaux plans lors de la transmission des études de sécurité du travail validées (en cours de mise à jour).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues par le ministère en charge de l'intérieur, l'ensemble des installations situé dans l'enceinte pyrotechnique est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie ;l'interdiction d'entrer est signalée par un affichage. La clôture est composée d'un grillage solide, d'une hauteur de 2 mètres minimum et placée à au moins 2 mètres des parois extérieures des locaux de stockage. L'enceinte pyrotechnique dispose d'au moins deux portails d'accès fermés à clé.</p> <p>Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. Cette interdiction doit être affichée aux entrées du site.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>En dehors des heures de travail, les locaux contenant des produits explosifs ainsi que la clôture de l'enceinte pyrotechnique sont fermés à clef.</p> <p>Les locaux fermés de stockage de produits explosifs sont équipés d'un système de détection d'intrusion reliée à une société de télésurveillance. [...]</p>
Constats : Absence d'écart relevé.
<p>Observations : Le site dispose d'une clôture sur la périphérie du site. Deux entrées fermées à clé permettent l'accès aux installations. Des affichages interdisant l'entrée aux personnes sont présentent au droit des deux accès.</p> <p>Lors de la visite, l'ensemble des locaux contenant des produits explosifs était fermé. Ils disposent tous d'un système de détection d'intrusion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p> <p>Les locaux de stockage de produits pyrotechniques ne disposent d'aucun équipement électrique. L'aire de livraison est équipée de prises de courant.</p> <p>Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail.</p> <p>Dans les locaux pyrotechniques qui présentent des risques d'explosion, les canalisations électriques sont réalisées et protégées, conformément aux dispositions du paragraphe 522 de la norme française NF C 15-100 concernant les locaux de ce type. [...]</p> <p><u>Mise à la terre des équipements :</u></p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant s'assure régulièrement de l'isolement des matériels ou appareils et, le cas échéant, de la mise à la terre de leurs masses.</p> <p>Dans les locaux pyrotechniques, toutes les masses et tous les éléments conducteurs sont interconnectés par une liaison équipotentielle supplémentaire. Cette liaison est réalisée conformément aux normes nationales en vigueur. Une consigne du chef d'établissement fixe la périodicité des vérifications de la liaison équipotentielle. L'exploitant conservera une trace écrite des vérifications par l'organisme compétent et des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p><u>Précautions contre l'électricité statique :</u></p> <p>Lors de la manipulation d'objets explosifs sensibles à des décharges d'électricité statique dans les conditions de cette manipulation, celle-ci est organisée afin d'éviter les effets de ces décharges en utilisant des dispositifs propres à assurer l'écoulement des charges électriques susceptibles de se former.</p> <p>Les conducteurs desservant les mises à la terre statiques peuvent être réunis directement au conducteur principal de mise à la terre.</p> <p><u>Vérification périodique des installations électriques :</u></p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p>
Constats : Absence d'écart relevé.
<p>Observations : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la seule installation électrique du site est une prise de chargement dédiée au gerbeur électrique, installé cet hiver. Cette dernière se situe en dehors des zones d'effet des bâtiment D1 à D6. La seule zone de danger pouvant avoir un effet en cas d'explosion sur l'installation électrique est la zone de livraison.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'une vérification initiale des installations électriques doit être réalisée avant la mise en service de l'installation des équipements.</p> <p>De plus, lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de palettes à proximité immédiate de l'emplacement de rechargement du gerbeur. Elles-ci doivent être tenue à plus de trois mètres de la zone de charge.</p> <p>Les mises à la terre des conteneurs sont vérifiées lors de la visite de vérification des dispositifs de protection contre la foudre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse risque foudre
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Constats : Non conforme. Absence de mise à jour de l'analyse risque foudre.
Observations : Transmission le 22 mars 2022 d'un devis de la société DELTA TECHNOLOGY relatif à la mise en place de dispositifs de protection contre les effets indirects de la foudre (mise en place de parafoudre de type 1+2) suite à la mise en place du dispositif de charge du gerbeur. Ce document indique, concernant les effets directs, qu'il n'est pas prévu de mise de dispositif, sous réserve de validation par les autorités compétentes. Une analyse risque foudre doit être réalisée. Le cas échéant, une étude technique foudre pourrait en découler. L'inspection rappelle à l'exploitant que toute modification des conditions d'exploitation du site doit faire l'objet d'un porter-à-connaissance à l'attention de l'autorité préfectorale avant leur réalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications, ainsi que le registre des coups de foudre. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.
Constats : Non conforme. Non respect de la périodicité de contrôle des dispositifs de protection contre la foudre.
Observations : Transmission le 17 mars 2022 des rapports de contrôle des dispositifs de protections contre la foudre suivants, réalisés par la société DELTA TECHNOLOGY : - contrôle visuel du 9 mars 2018, pas d'anomalie ; - contrôle complet du 4 avril 2019, 2 non-conformités (Terre D3-1 apparente et absence du panneau interdisant l'accès à la zone en cas d'orage) ; - contrôle visuel du 29 avril 2020, 1 non-conformité (absence du panneau interdisant l'accès à la zone en cas d'orage). L'exploitant indique avoir levé les écarts (constaté en visite) mais ne pas avoir tracé les actions correctives. L'inspection indique à l'exploitant que les actions correctives doivent être tracées. Absence de vérification des dispositifs de protection contre la foudre en 2021. L'exploitant indique que le prestataire n'a pas été en mesure de réaliser le contrôle en raison de la forte demande suite au redémarrage des activités industrielles post-COVID. L'inspection indique à l'exploitant que le prochain contrôle des dispositifs de protection contre la foudre devra être un contrôle complet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risque inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque inondation
Prescription contrôlée : L'installation se situe en zone inondable, dans une zone d'expansion de crue (zone d'aléas moyen et faible, et fort hauteur) traversée par une zone d'écoulement préférentiel. Les installations respectent le règlement du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du Val d'Orléans, notamment : <ul style="list-style-type: none">– les conteneurs métalliques D2 à D5 et l'abri D6 sont ancrés au sol sur des massifs en béton de manière à les maintenir en place en cas de crue ;– les bâtiments D1 et PR/ML sont construits sur des dalles béton auxquels ils sont solidement fixés de manière à les maintenir en place en cas de crue ;– le dépôt D6 est un abri ouvert sur deux extrémités et orienté dans le sens d'écoulement des eaux défini dans le PPRI, de manière à ne pas faire obstacle à l'écoulement de l'eau en cas de crue. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Le 22 mars 2022, l'inspection a constatée que : <ul style="list-style-type: none">- les conteneurs métalliques D2 à D5 et l'abri D6 sont ancrés au sol sur des massifs en béton ;- les bâtiments D1 et PR/ML sont construits sur des dalles béton auxquels ils sont solidement fixés ;- le dépôt D6 est un abri ouvert sur deux extrémités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitation du site se fait sous la surveillance du responsable de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Interdiction de feux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction de feux
Prescription contrôlée : Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans l'enceinte pyrotechnique, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Par ailleurs, il est interdit de fumer dans l'enceinte pyrotechnique et de pénétrer dans les dépôts munis d'un téléphone cellulaire, au regard des possibles interférences susceptibles de présenter un risque d'amorçage des matériels comportant des dispositifs électro-pyrotechniques. Ces interdictions sont affichées en caractères apparents.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Constatation lors de la visite de la présence d'affichage interdisant de fumer ou d'être muni d'un téléphone cellulaire dans l'enceinte pyrotechnique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Transmission le 22 mars 2022 des documents relatifs à la formation du personnel. La formation consiste en une partie liée aux risques, un tutorat avec l'exploitant du site et une évaluation en fin de formation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.4.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu
Prescription contrôlée : Le permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none">- les motivations ayant conduit à sa délivrance,- la durée de validité,- la nature des dangers,- le type de matériel pouvant être utilisé,- les mesures de prévention à prendre, notamment la mise en sécurité des installations,- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Transmission le 22 mars 2022 du dernier permis feu réalisé (daté du 7 avril 2017). Le document du permis feu comporte une partie relative à la ronde, mais cette dernière n'est pas complétée. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait de réaliser la ronde de sécurité et sur la nécessité de tracer cette dernière sur le permis feu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien moyen intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien moyen intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Non conforme. Absence de procédure et de suivi de vérification : <ul style="list-style-type: none">• des cuves de 300 litres ;• de la réserve de 200 m³.
Observations : Transmission le 17 mars 2022 d'une copie du registre de sécurité. Les extincteurs ont été vérifiés le 14 juin 2021 par la société Moreau Incendie (Pas d'observation). L'exploitant a indiqué que les cuves d'eau de 300 litres et la réserve incendie sont vérifiées en interne. L'exploitant a indiqué ne pas disposer de procédure ni de fiche de suivi de ces vérifications.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau d'au moins 200 m³ disponible en permanence,- des réserves d'eau de 300 litres situées à proximité de chaque dépôt de stockage D1 à D6 et du local PR/ML, et des seaux ;- d'extincteurs présents dans les véhicules autorisés à pénétrer dans l'enceinte pyrotechnique ; les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre ;- une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...] L'exploitant établit en accord avec le service départemental d'incendie et de secours un plan d'intervention, sous la forme d'un plan désignant les moyens d'intervention à faire intervenir en cas d'accident (exemple : plan d'établissement répertorié « ETARE », ...). Concernant la réserve incendie de 200 m ³ : <ul style="list-style-type: none">- les aires de stationnement des engins incendie doivent être utilisables en tout temps et non utilisées à d'autres usages ; pour ce faire, elles doivent être signalées par des pancartes visibles précisant leur usage et l'interdiction de les utiliser à toute autre usage que celui auquel elles sont destinées ;- toutes les mesures sont prises pour éviter que des matières quelconques (feuilles, plastiques ou autres) ne tombent dans le bassin et obstruent les crépines lors des mises en aspiration.
Constats : Non conforme. Absence d'identification de l'aire d'aspiration de la réserve de 200 m³ et absence de la réserve de sable.
Observations : Constatation le 22 mars 2022 de la présence : <ul style="list-style-type: none">- de la réserve de 200 m³ ;- des cuves de 300 litres à proximité des dépôts de stockages D1 à D6 et du local PR/ML ;- des extincteurs ;- des moyens d'alertes des secours. L'aire de stationnement des engins incendie n'est pas matérialisée. La réserve est équipée d'un filet empêchant les dépôts de tomber dans le bassin.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Enceinte pyrotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Enceinte pyrotechnique
Prescription contrôlée : L'enceinte pyrotechnique est dédiée au stockage des substances pyrotechniques et à la mise en liaison pyrotechnique d'artifices de divertissement. Le parc de stockage est composé de 6 dépôts de stockage de produits pyrotechniques : <ul style="list-style-type: none">- 1 local dédié aux produits de DR 1.1 ;- 4 conteneurs métalliques maritimes dédiés aux produits DR 1.3 voire DR 1.4 ;- 1 abri dédié aux produits DR 1.4. L'enceinte pyrotechnique comporte également un abri dédié à la mise en liaison, une aire de livraison et des voies de circulation.
Constats : Non conforme. Présence d'inflammateurs de division de risque 1.4.S. dans le local D1.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Quantité autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Quantité autorisée

Prescription contrôlée

Les matières et objets stockés dans l'enceinte pyrotechnique font partie de la classe explosible. Ils sont classés par division de risque (DR) et groupe de compatibilité dont les définitions sont précisées ci-après.

Les artifices de divertissement présents sur le site sont classés sur site dans les divisions de risques 1.1, 1.3a, 1.3b et 1.4, et au groupe de compatibilité G et S.

Divisions de risques :

– DR 1.1 : Matières et objets présentant un risque d'explosion en masse (une explosion en masse est une explosion qui affecte de façon pratiquement instantanée la quasi-totalité du chargement).

– DR 1.2 : Matières et objets présentant un risque de projection, sans risque d'explosion en masse.

– DR 1.3 : Matières et objets présentant un risque d'incendie avec un risque léger de souffle ou de projection ou de l'un et l'autre, mais sans risque d'explosion en masse :

a) dont la combustion donne lieu à un rayonnement thermique considérable ; ou

b) qui brûlent les uns après les autres avec des effets minimes de souffle ou de projection ou de l'un et l'autre.

– DR 1.4 : Matières et objets ne présentant qu'un danger mineur en cas de mise à feu ou d'amorçage durant le transport. Les effets sont essentiellement limités au colis et ne donnent pas lieu normalement à la projection de fragments de taille notable ou à une distance notable. Un incendie extérieur ne doit pas entraîner l'explosion pratiquement instantanée de la quasi-totalité du contenu du colis.

– DR 1.5 : Matières très peu sensibles comportant un risque d'explosion en masse, dont la sensibilité est telle que, dans les conditions normales de transport, il n'y a qu'une très faible probabilité d'amorçage ou de passage de la combustion à la détonation. La prescription minimale est qu'elles ne doivent pas exploser lors de l'épreuve au feu extérieur.

– DR 1.6 : Objets extrêmement peu sensibles ne comportant pas de risque d'explosion en masse. Ces objets ne contiennent que des matières détonantes extrêmement peu sensibles et présentent une probabilité négligeable d'amorçage ou de propagation accidentels.

Groupe de compatibilité :

– G : Matière explosive non détonante ou objet contenant une matière pyrotechnique ou objet contenant à la fois une matière explosible et une composition éclairante, incendiaire, lacrymogène ou fumigène (autre qu'un objet hydroactif ou contenant du phosphore blanc, des phosphures, une matière pyrophorique, un liquide ou un gel inflammables ou des liquides hypergoliques).

– S : Matière ou objet emballé ou conçu de façon à limiter à l'intérieur du colis tout effet dangereux dû à un fonctionnement accidentel à moins que l'emballage n'ait été détérioré par le feu, auquel cas tous les effets de souffle ou de projection sont suffisamment réduits pour ne pas gêner de manière appréciable ou empêcher la lutte contre l'incendie et l'application d'autres mesures d'urgence au voisinage immédiat du colis.

La quantité équivalente totale maximale de matières actives entreposées dans l'enceinte pyrotechnique s'élève à 2 064 kg.

La capacité des installations contenant des matières actives est limitée selon le tableau récapitulatif suivant :

Dépôt	Désignation des activités	Divisions de risques autorisées	Quantité réelle maximale de matières actives autorisées
Dépôt D1	Stockage d'artifices de divertissement	1.1	30 kg (soit 15 kg équivalent TNT)

Dépôt	Désignation des activités	Divisions de risques autorisées	Quantité réelle maximale de matières actives autorisées
Dépôt D2	Stockage d'artifices de divertissement	1.3b et/ou 1.4	1 000 kg
Dépôt D3	Stockage d'artifices de divertissement	1.3b et/ou 1.4	1 000 kg
Dépôt D4	Stockage d'artifices de divertissement	1.3b et/ou 1.4	1 000 kg
Dépôt D5	Stockage d'artifices de divertissement	1.3b et/ou 1.4	1 000 kg
Dépôt D6	Stockage d'artifices de divertissement	1.4	3 500 kg
Local PR/ML	Opérations de mise en liaison pyrotechnique	1.3a et/ou 1.3b et/ou 1.4	60 kg
Aire de livraison	Réception sur le site des artifices de divertissement	1.3b et/ou 1.4	5 000 kg
Voie de circulation interne	Transport interne des artifices de divertissement	1.1	30 kg
		ou	
		1.3b et 1.4	500 kg
Hormis le contenu d'un camion de livraison présent sur l'aire de livraison timbrée à 5 000 kg maximum de DR 1.3 + 1.4, la quantité maximale de matières actives présente sur le site est, en toutes circonstances, au maximum de : 30 kg de DR1.1 et 7 500 kg de DR 1.3 + 1.4, dont au maximum 4 000 kg DR 1.3 Tout autre type de produit explosif est interdit sur le site.			
Les principaux artifices de divertissement susceptibles d'être présents sur le site sont essentiellement composés de : – 1.1 G : bombes de feux d'artifices de diamètre > 200 mm, marron d'air de diamètre > 50 mm, ... – 1.3 G : bombes de feux d'artifices de diamètre ≤ 200 mm, jets, chandelles romaines (bombes 50 et 60 mm, bombettes 30 mm), articles techniques de mise en liaison, inflammateur, ... – 1.4 G : bengales, flammes d'embrasement, fumigènes, chandelles romaines (étoiles 20 et 30 mm,composant pour chandelle), articles techniques de mise en liaison, inflammateur, ... – 1.4 S : articles techniques de mise en liaison, inflammateur, ...			
Constats : Absence d'écart relevé.			
Observations : Transmission le 17 mars 2022 d'un état des stocks général du site et d'un détail des stocks arrêté au 15 mars 2022. L'état des stocks indique les quantités de matières actives suivantes: - 0 kg de produits de division 1.1 ; - 2 719 kg de produits de division 1.3 ; - 1 657 kg de produits de division 1.4 ; - Cumul division 1.3 et 1.4 : 4 376 kg			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

Nom du point de contrôle : Exploitation des installations pyrotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations pyrotechniques
Prescription contrôlée : Chaque installation pyrotechnique est conçue, réalisée, aménagée et exploitée conformément aux dispositions : <ul style="list-style-type: none">– du code de l'environnement et de ses textes d'application (notamment l'arrêté ministériel du 20avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques) ;– à l'étude des dangers globale du site du 21/04/2016 ;– de la dernière version des études de sécurité du travail (EST) validées par l'inspection du travail (DIRECCTE) éventuellement amendées par des analyses de sécurité du travail (AST) – ou équivalent - menées par l'exploitant pour les évolutions non notables apportées à l'installation, sous réserve que ces documents soient compatibles avec les conditions d'exploitation décrites dans l'étude de dangers en vigueur. Pour les installations pyrotechniques, les EST, AST et l'étude des dangers forment une documentation cohérente, mise à jour, communiquée au personnel intéressé, qui répond simultanément aux prescriptions des réglementations travail et environnement.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Indication lors de la visite de la mise à jour en cours des études de sécurité (EST) du travail. L'exploitant intègre les remarques émises par la DIRECCTE puis les envoie à la DIRECCTE pour validation. L'exploitant transmettra à l'inspection, dès validation par la DIRECCTE, les EST à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépôts de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dépôts de stockage
Prescription contrôlée : L'intérieur des locaux de stockage doit être tenu dans un état constant de propreté. Les dépôts D1 à D6 sont réservés exclusivement au stockage des produits explosifs, les opérations de reconditionnement (opérations de prélèvements d'artifices de divertissement ou "picking", ...) y sont interdites et doivent être réalisés dans des lieux spécifiquement dédiés. Ces caisses ne doivent jamais être jetées à terre, traînées ou culbutées sur le sol. Elles doivent toujours être portées avec précaution, en recourant à des civières, si elles ont trop lourdes pour un homme, et préservées de tout choc. Le sol doit être soigneusement balayé. Les résidus recueillis dans le nettoyage du dépôt seront noyés avant d'être détruits. Les dépôts de stockage sont dépourvus de fenêtre. À l'intérieur des dépôts D1 à D5 : <ul style="list-style-type: none">– les stockages de produits explosifs sont réalisés au sol et sur des étagères,– les caisses d'artifices sont empilées ou placées sur des supports de façon que le bas de la rangée la plus haute ne soit à plus de 1,60 mètres du sol,– les opérations de stockage sont réalisées manuellement,– aucun engin de manutention n'est autorisé à y entrer. À l'intérieur du local D6 : <ul style="list-style-type: none">– les stockages de produits explosifs sont réalisés sur 3 niveaux au maximum : au sol (niveau 0) et sur racks (niveaux 1 et 2),– les opérations de stockage sont réalisées à l'aide d'un chariot de manutention pour les stockages dépassant une hauteur de 1,60 m par rapport au sol,– l'engin de manutention est équipé d'un pare-étincelles dans le cas d'un moteur thermique.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Les dépôts D1 à D6 sont utilisés uniquement pour du stockage de produits explosifs. L'intérieur des dépôts est balayé. Les dépôts ne disposent pas de fenêtre. Les produits stockés dans les dépôts D1 à D2 sont soit au sol, soit sur des étagères, soit sur un carton. Le fond des cartons est situé à une hauteur inférieure à 1,6m du sol. Les opérations de stockages sont réalisées à la main (impossibilité de faire entrer un engin de manutention dans les dépôts D1 à D5). Les produits stockés dans le dépôt D6 sont réalisés soit au sol, soit sur rack (2 niveaux, +1 et +2). Les produits sont manipulés à l'aide d'un chariot (stockage des produits en palette).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépôt D1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt D1
Prescription contrôlée : Le stockage de produits explosifs de division de risque 1.1 est réalisé exclusivement dans le dépôt D1. Le dépôt D1 est fermé sur ses quatre faces ; il est constitué de murs en parpaings et d'une toiture en bac acier. L'accès au local s'effectue par une porte métallique. La toiture est entièrement soufflable.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Absence de produits explosifs de division 1.1 lors de la visite du 22 mars 2022. Le dépôt D1 comporte 4 faces en parpaing, dont une face est équipée d'une porte métallique. La toiture est en bac acier et est entièrement soufflable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépôts D2 à D5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dépôts D2 à D5
Prescription contrôlée : Le stockage de produits explosifs de division de risque 1.3 est réalisé exclusivement dans les locaux D2, D3, D4 et D5. Toutefois, des produits DR1.4 peuvent être stockés dans les locaux D2 à D5 tout en respectant le volume disponible et le timbrage maximal autorisé par dépôt. Les locaux D2 à D5 sont des conteneurs maritimes métalliques, fermés sur leurs quatre faces ; ils sont constitués chacun d'une structure métallique, de parois en bac acier et d'une toiture en bac acier. L'accès au local s'effectue par une porte métallique à double battant. La partie supérieure de chaque conteneur est équipée d'une surface soufflable de 4 m ² , attachée au conteneur par des charnières solidement fixées, et d'un dispositif permettant d'éviter les projections d'objet en cas d'explosion (exemple : filet, treillis soudé, ...). [...] La circulation dans les locaux se fait par une allée centrale d'une largeur d'au moins 1 mètre maintenue libre sur toute sa longueur.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Les dépôts D2 à D5 sont des conteneurs maritimes entièrement métalliques, équipés d'une porte à double battants. Chaque conteneur est équipé, en partie supérieure, d'une partie soufflable et équipé d'un treillis évitant la projection d'objet en cas d'explosion. L'inspection a constaté le maintien d'une allée centrale d'une largeur d'un mètre, sur toute la longueur de stockage des dépôts D2 à D5. Les produits stockés dans les dépôts D2 à D5 sont de division 1.3 et/ou 1.4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépôt D6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt D6
Prescription contrôlée : Le dépôt D6 est exclusivement réservé au stockage de produits explosifs de division de risque 1.4. Le dépôt D6 est un abri ouvert sur deux faces opposées. Il est constitué d'une structure métallique et de parois en bardage métallique. Le local est équipé sur deux extrémités d'un accès par des portes grillagées. Le stockage est réalisé sur deux racks fixés au sol et séparés par une allée de circulation d'une largeur d'au moins 3,5 mètres permettant la circulation et la manœuvre d'un chariot de manutention. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Les produits stockés dans le dépôt D6 relèvent uniquement de la division 1.4. Le dépôt est un abri ouvert sur les deux cotés, équipé d'une allée centrale de 3,5 mètre de large. Chaque extrémité de l'allée est équipée d'un accès par une porte grillagée. Deux racks de stockage (un de chaque côté de l'allée centrale) sont présents. Le dépôt est constitué d'une structure métallique et de paroi en bardage métallique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Local de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2016, article 8.1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Local de prélèvement
Prescription contrôlée : Le local PR/ML est réservé exclusivement au prélèvement et à la mise en liaison pyrotechnique de produits explosifs de division de risque 1.3 et 1.4 (création de grappes de bombe, pose de retards, pose d'inflammateurs ...). Le local est composé de 2 postes de travail. [...] Le local PR/ML est un abri ouvert en permanence sur une face. Il est constitué d'une structure et de parois en bois, et d'une toiture en bac acier. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Le local PR/ML est constitué de trois parois en bois sur une structure en bois, et équipé d'une toiture en bac acier. Le local est ouvert en permanence (absence d'une paroi) et est équipé de deux postes de travail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet